



**Conférence  
des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr.  
LIMITÉE

TD/B/47/L.6  
12 octobre 2000

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT  
Quarante-septième session  
Genève, 9 octobre 2000  
Point 10 de l'ordre du jour

**PROJET DE RAPPORT DU CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT  
SUR SA QUARANTE-SEPTIÈME SESSION**

Rapporteur : Mme Uchanya Wichayachakorn (Thaïlande)

**Orateurs:**

Président sortant  
Président nouvellement élu  
Secrétaire général de la CNUCED  
République islamique d'Iran (pour le Groupe des 77 et la Chine)  
Belgique (pour l'Union européenne)  
États-Unis d'Amérique  
Bangladesh (pour les PMA)  
Croatie (pour le Groupe D)  
Jamaïque (pour le Groupe latino-américain et caraïbe)  
République de Corée

**Note à l'intention des délégations**

Le présent projet de rapport est un texte provisoire, qui est distribué aux délégations pour approbation.

Toute demande de modification à apporter aux déclarations des délégations doit être soumise **au plus tard le mercredi 25 octobre 2000**, à la :

Section d'édition de la CNUCED

Bureau E.8106 – télécopieur : 907 0056, téléphone : 907 5656/1066

## INTRODUCTION

1. Le **Président sortant, Président du Conseil du commerce et du développement à sa quarante-sixième session**, a dit que pendant son mandat, il avait eu le sentiment de participer au combat pour le développement et de prendre part à un dialogue approfondi sur la question. La dixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) avait permis de donner forme à ce dialogue et d'effacer le pessimisme que la réunion de Seattle avait fait naître. La Conférence avait contribué à la "convergence des vues sur le développement" et avait ainsi jeté les bases de mesures visant à promouvoir le développement et à réduire la pauvreté. Il fallait souhaiter que d'autres tirent parti des travaux utiles qui avaient été accomplis.
2. Le **Secrétaire général de la CNUCED** a salué la contribution apportée par le Président sortant, sans qui aucun rapprochement des vues n'aurait pu avoir lieu à la dixième session de la Conférence. La déclaration du Président serait un encouragement pour ceux qui poursuivaient la lutte en faveur d'une plus grande justice.
3. Le **Président** nouvellement élu a dit qu'à sa dixième session, la Conférence avait fait la preuve qu'un consensus pouvait être dégagé sur des questions complexes à condition d'en manifester la volonté politique. La CNUCED en était ressortie renforcée et le système multilatéral inspirait à nouveau confiance et respect. Le Plan d'action de Bangkok devait désormais être mis en œuvre rapidement et intégralement, et se traduire par des résultats concrets. À ce propos, le Président accorderait une importance particulière à l'exécution des activités de renforcement des capacités mentionnées au paragraphe 166 du Plan d'action (TD/386). La Conférence avait également permis un examen approfondi de la mondialisation et des asymétries qui en découlaient; il importait de prendre conscience de l'ampleur des obstacles à surmonter et de la nécessité de placer l'être humain au centre du développement économique.
4. La CNUCED avait déjà démontré sa clairvoyance en mettant en garde contre l'excès d'optimisme manifesté quant aux effets bénéfiques attendus de la mondialisation, de la libéralisation et de la privatisation, et avait publié des rapports importants tirant les leçons des crises financières récentes. Les programmes novateurs qu'elle avait lancés dans le domaine du développement durable, par exemple l'initiative BIOTRADE et le programme d'échange des droits d'émission de gaz à effet de serre, pouvaient jeter les bases d'un futur modèle de développement caractérisé par une croissance économique compatible avec la vie, avec les valeurs humaines et avec la nature.

5. Assurer le succès de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés constituerait une tâche particulièrement importante à laquelle tous les membres du Conseil étaient invités à contribuer activement et sans compter.
6. La CNUCED était une instance internationale profondément démocratique qui devrait être renforcée afin de permettre la tenue d'un dialogue transparent favorisant une "bonne" intégration des pays dans l'économie mondiale. Il faudrait redoubler d'efforts pour la transformer en une organisation véritablement fondée sur la connaissance.
7. Dans le cadre du dialogue qu'elle entretenait, la CNUCED devrait se pencher sur des questions telles que la contribution qu'elle pourrait apporter au rééquilibrage du système international, son rôle dans l'élimination de la pauvreté et des disparités entre le Nord et le Sud, les meilleures politiques nationales à mettre en œuvre dans la situation économique actuelle, ainsi que l'importance de l'intégration régionale. Concernant le rôle des pouvoirs publics, la CNUCED pourrait apporter une aide précieuse aux pays concernés pour résoudre le paradoxe apparent qu'était la nécessité de disposer d'un État intervenant peu, mais bien, et définir les liens qui devaient exister entre le secteur public et le secteur privé.
8. Enfin, à sa dixième session, la Conférence avait souligné l'importance de mettre en œuvre des politiques cohérentes, concertées et coordonnées, principe qui devrait également être appliqué au sein de la CNUCED.
9. Selon le **Secrétaire général de la CNUCED**, en 1999, l'économie mondiale avait enregistré un retournement de tendance positif, mais semblait présenter un double visage. D'un côté, il y avait la promesse d'un nouvel âge d'or marqué par une croissance plus rapide et, de l'autre, surgissaient les fantômes des problèmes non résolus hérités du passé, au nombre desquels figuraient les déséquilibres macroéconomiques entre les trois grandes puissances, les fluctuations des marchés boursiers ainsi que les craintes concernant l'ampleur du ralentissement anticipé de l'économie américaine et l'évolution des marchés pétroliers.
10. L'augmentation inattendue des cours du pétrole assombrissait sérieusement les perspectives de l'économie mondiale. Tout le monde avait systématiquement sous-estimé le rôle stratégique que le pétrole pouvait encore jouer en tant qu'élément perturbateur de la vie quotidienne. Il ne faisait pas de doute que la faiblesse des cours pendant les 10 dernières années avait ravivé la demande de pétrole, freiné la réalisation de nouveaux investissements dans la production et dans le raffinage, et retardé l'exploitation d'autres sources d'énergie et l'utilisation de technologies plus respectueuses de l'environnement. Dans le même temps, les cours du brut influaient beaucoup

moins sur le coût des produits pétroliers pour le consommateur final que la fiscalité. Du fait de la volatilité du marché pétrolier, l'accent était dorénavant mis sur la nécessité de stabiliser les cours dans l'intérêt à la fois des producteurs et des consommateurs. En général, les autres produits de base n'avaient malheureusement pas suivi la même évolution, même si leurs prix restaient bas depuis plusieurs années. Les décideurs des économies les plus puissantes étaient responsables à court terme de cette situation et devraient prendre des mesures appropriées, notamment d'ordre budgétaire le cas échéant. L'octroi par les institutions multilatérales de financements compensatoires à des conditions libérales aux pays en développement importateurs de pétrole devrait être envisagé et il y avait lieu de se réjouir de la volonté de la Banque mondiale de faire bénéficier ces pays de prêts structurels et d'autres formes de financement d'urgence. Cette possibilité devrait en fait être étendue à tous les pays en développement en fonction de leur balance des paiements. À plus long terme, il restait à inventer une gestion véritablement mondiale et participative des ressources non renouvelables de la planète.

11. Les causes sous-jacentes des craintes suscitées à court terme par l'évolution des cours du pétrole résidaient dans les déséquilibres macroéconomiques mondiaux et les faiblesses systémiques révélées par la crise asiatique. L'échec d'un rééquilibrage économique sans à-coups aurait des incidences très préjudiciables sur la croissance des pays en développement. Si l'appel récemment lancé par les pays industrialisés en faveur d'une action internationale coordonnée face à l'augmentation des cours du pétrole était le bienvenu, les appels analogues lancés par les pays en développement qui subissaient les conséquences désastreuses de la baisse des prix des produits de base avaient par contre été accueillis avec la plus grande indifférence. Les pays en développement étaient doublement pénalisés du fait du renchérissement du pétrole qu'ils importaient et de la faiblesse des prix des produits de base qu'ils exportaient.

12. Au cours des dernières semaines, il y avait eu une action coordonnée pour corriger les déséquilibres monétaires. Si l'intervention en faveur de l'euro s'avérait inefficace, la crédibilité du système monétaire paneuropéen risquait d'être mise à mal. Si, par contre, elle s'avérait excessive, une baisse plus forte que prévu du dollar pourrait être une nouvelle source d'instabilité pour les économies reposant sur cette monnaie, en particulier les États-Unis. La Banque centrale européenne avait récemment relevé ses taux d'intérêt et l'euro s'était déprécié de 20 à 25 % par rapport au dollar depuis un an. Force était de constater que des déséquilibres importants persistaient entre les trois plus grandes puissances industrielles et qu'ils représentaient encore une menace pour l'économie mondiale.

13. Les pays en développement étaient plus ou moins vulnérables à l'égard de réorientations soudaines des politiques des grands pays industriels selon que leur économie était en bonne ou mauvaise santé. Depuis le début de 1999, les résultats étaient encourageants, mais des distorsions et des asymétries persistaient dans le système commercial; le système financier continuait d'être caractérisé par une incertitude et une instabilité structurelles. Par conséquent, dans de nombreux pays, la croissance restait tributaire de flux de capitaux instables.

14. Malgré les mesures brutales qui avaient été prises pour enrayer le risque de contagion financière et qui avaient provoqué une récession dans certains pays latino-américains en 1999, l'ensemble de la région avait enregistré une croissance positive, en grande partie grâce aux bons résultats inattendus du Brésil. La reprise était en chemin et une croissance forte était prévue en Amérique centrale, au Mexique et dans les Caraïbes. Toutefois, certains pays connaissaient encore une situation relativement fragile et le principal problème qui continuait de se poser à leur gouvernement était de trouver les moyens de s'affranchir d'une dépendance excessive à l'égard des ressources extérieures.

15. Les difficultés que connaissaient la plupart des pays africains étaient d'un ordre différent. L'épargne et l'investissement intérieurs étaient trop faibles pour permettre une croissance soutenue sur le continent; les gouvernements devaient essentiellement trouver un moyen de pallier la pénurie d'épargne et de devises ainsi que d'augmenter l'investissement jusqu'au niveau minimal nécessaire pour atteindre une croissance annuelle de 6 % au moins, conformément au Nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90. Les entrées de capitaux privés étaient actuellement trop faibles pour combler le déficit de ressources, mais suffisamment élevées pour rendre de nombreux pays africains vulnérables aux arbitrages des flux de capitaux à court terme. D'où la dépendance croissante à l'égard des capitaux publics qui, au cours des dernières années, avaient néanmoins à peine compensé les pertes de ressources dues à des conditions commerciales défavorables. Il n'y avait qu'une seule manière de mettre fin à la dépendance de l'Afrique à l'égard de l'aide : lancer un programme d'assistance de grande envergure et maintenir une croissance soutenue pendant une période suffisamment longue pour permettre à l'épargne intérieure et aux apports privés extérieurs de prendre progressivement le relais des capitaux publics.

16. Certes, le rythme de la reprise enregistrée en Asie de l'Est pendant l'année écoulée était encourageant, mais il existait des motifs de préoccupation. Premièrement, ce redressement s'était accompagné d'une restructuration trop limitée des entreprises et la bonne santé du système

financier reposait encore sur l'intervention des pouvoirs publics dans les mécanismes de crédit. Deuxièmement, les exportations ne continueraient probablement pas de croître au même rythme; le déficit et la dette publique avaient augmenté dans la plupart des pays gravement touchés par la crise. Enfin, la reprise avait été soutenue jusqu'à présent par une situation économique internationale très favorable, mais les choses pouvaient changer.

17. Les pays les moins avancés devaient relever le défi le plus important de l'époque actuelle - éliminer la pauvreté grâce à un développement soutenu - qui, par définition, exigeait aussi l'intervention de la communauté internationale. Au cours des 10 dernières années, les apports de capitaux à long terme à destination des PMA avaient diminué de 40 % environ par habitant en termes réels, et la majorité de ces pays étaient doublement pénalisés du fait des cours élevés du pétrole, d'une part, et de la faiblesse et de l'instabilité des prix des produits de base, d'autre part. La dégradation des termes de l'échange avait aggravé la pénurie de liquidités, ce qui avait freiné la réalisation d'investissements plus que nécessaires dans l'infrastructure économique et sociale. Par ailleurs, près des deux tiers des PMA étaient obérés par une dette extérieure insoutenable qui amoindrissait l'efficacité de l'aide et les enfermait dans une sorte de "cercle vicieux de l'aide et de la dette". L'Initiative PPTE était importante, mais les attentes concernant ses effets bénéfiques étaient irréalistes, l'allègement accordé étant de trop faible ampleur. Il fallait donc faire preuve de davantage d'audace.

18. Le Nouveau Programme d'action pour les PMA devait viser à apporter des solutions concrètes et pragmatiques. Une question essentielle était posée dans *Les pays les moins avancés Rapport 2000* : le diagnostic des problèmes liés à la pauvreté était en train de changer, mais le nouveau diagnostic était-il correct ? Il fallait adopter une démarche courageuse et novatrice dans le cadre de la préparation de la troisième Conférence des Nations Unies sur les PMA.

19. Au sein du secrétariat, les préparatifs étaient bien avancés. Une nouvelle équipe de gestion était pleinement opérationnelle depuis quelque temps et le poste de coordonnateur spécial pour les PMA était sur le point d'être pourvu. Tout était fait non seulement pour permettre l'élaboration du meilleur programme d'action possible au cours des négociations, mais aussi pour obtenir des contributions volontaires non "négociées" dans les domaines du commerce, de l'investissement, de l'APD et de l'amélioration de l'infrastructure de transport. La Conférence devrait créer une puissante dynamique d'appui aux efforts de développement des PMA. Les activités du secrétariat visaient toutes à obtenir des résultats à la hauteur de l'impératif moral

d'une plus grande solidarité avec les pays les plus faibles et les plus vulnérables de notre planète, à savoir les PMA.

20. Concernant le Plan d'action de Bangkok, le secrétariat ferait tout son possible pour mettre en œuvre intégralement ses dispositions et veiller à ce que les principaux domaines d'activité de la CNUCED soient mieux intégrés et contribuent davantage à comprendre et à promouvoir la dynamique du développement. À cette fin, la CNUCED devrait intégrer non seulement ses activités - analyses, travaux de recherche, délibérations et obtention de consensus - à des applications pratiques sur le terrain, mais aussi ses différents domaines de compétence. Elle devrait donc redoubler d'efforts en matière d'initiatives de négociation; de diplomatie commerciale; et de renforcement des capacités dans le domaine de l'investissement, notamment pour la négociation d'accords bilatéraux et régionaux. Elle devrait également se consacrer à de nouvelles initiatives portant, par exemple, sur les procédures de règlement des différends ainsi que sur les négociations commerciales et les politiques des pouvoirs publics. Il fallait surtout que les travaux sur les politiques commerciales et les initiatives concernant l'investissement, le développement des entreprises, la technologie et l'infrastructure des services se renforcent mutuellement dans un cadre intégré et harmonieux.

21. Le représentant de la **République islamique d'Iran**, s'exprimant au nom du **Groupe des 77 et de la Chine**, a dit que l'exécution du mandat fixé par la Conférence, à sa dixième session, revêtait la plus haute importance. À l'occasion de leur premier sommet, tenu à La Havane en avril 2000, les chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Groupe des 77 avaient pleinement souscrit à ce mandat et avaient invité tous les pays à appuyer les efforts que la CNUCED déployait pour favoriser la prise en compte de la contribution de l'économie mondiale au développement. Il fallait espérer que la session du Conseil serait l'occasion de renforcer la dynamique créée à Bangkok.

22. Les discussions sur l'intégration régionale dans le cadre du débat de haut niveau permettraient sans doute d'éclairer les différents aspects de la question. Concernant le point 3 de l'ordre du jour, le monde était devenu plus interdépendant que jamais et les délibérations du Conseil aideraient les États à examiner cette interdépendance dans l'optique du développement. À propos du point 4, le Groupe des 77 accordait une grande importance à la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés et espérait que les discussions du Conseil auraient un impact direct sur les préparatifs et sur la Conférence elle-même. Au titre du point 5, il considérait que les travaux de la CNUCED sur l'Afrique constituaient une contribution

inestimable aux efforts que la communauté internationale déployait pour aider ce continent à réaliser un développement viable et durable. Enfin, concernant la coopération technique, il espérait que les débats du Conseil aboutiraient à des résultats concrets qui faciliteraient la mise en œuvre intégrale du Plan d'action de Bangkok dans le domaine considéré et en matière de renforcement des capacités.

23. Le représentant de la **Belgique**, s'exprimant au nom de l'**Union européenne**, a souligné l'importance que cette dernière attachait à la quarante-septième session du Conseil, où l'une des principales tâches serait de tirer parti des résultats obtenus à Bangkok et d'aider le secrétariat à mettre en œuvre le Plan d'action qui avait été adopté.

24. Le représentant des **États-Unis d'Amérique** a dit que l'objectif le plus important était de réduire la pauvreté dans les PMA. La troisième Conférence sur les PMA et les activités préparatoires devraient être essentiellement axées sur la capacité des PMA de mettre en œuvre des politiques favorisant le développement durable et sur le type d'action complémentaire que la communauté internationale pourrait mener pour appuyer les efforts de ces pays. La participation des entreprises et des ONG était, chaque fois que possible, souhaitable car les échanges et les investissements du secteur privé étaient les moteurs de la croissance de l'économie mondiale. Certes, les efforts déployés au niveau international pouvaient instaurer des conditions propices au développement économique, mais les pouvoirs publics et la population étaient responsables au premier chef du développement de leur pays; les discussions sur le financement de la croissance et du développement devraient porter sur les moyens d'aider les PMA à mobiliser des ressources financières intérieures et à attirer des ressources extérieures.

25. Les conflits et l'épidémie de VIH constituaient les menaces les plus sérieuses qui planaient sur l'avenir économique de l'Afrique. Les initiatives en faveur de ce continent lancées récemment par les États-Unis visaient à aider les pays africains qui réformaient leurs politiques à tirer parti du nouvel environnement économique mondial. La CNUCED avait un rôle important à jouer à cet égard en prodiguant des conseils réalistes sur les modifications à apporter aux politiques et aux institutions nationales qui entravaient le secteur privé et l'investissement étranger. La loi sur la croissance et les perspectives de l'Afrique était la pierre angulaire de la stratégie de partenariat dans laquelle les États-Unis s'étaient engagés.

26. L'examen par le Conseil de la question de la crise et du redressement sur les marchés émergents était opportun. Les États-Unis et la communauté internationale dans son ensemble prenaient des mesures pour renforcer l'architecture financière internationale, afin de consolider

et de stabiliser les flux de capitaux dans l'économie mondiale. Enfin, concernant les questions institutionnelles, il était souhaitable que les postes de responsabilité vacants à la CNUCED soient pourvus par des gestionnaires confirmés et que les prochaines livraisons du *Rapport sur le commerce et le développement* illustrent mieux les priorités définies à la dixième session de la Conférence.

27. Le représentant du **Bangladesh**, s'exprimant au nom des **pays les moins avancés**, a dit que les événements de Seattle et de Prague avaient démontré que l'expansion effrénée de l'économie de marché sans visage humain ne faisait plus recette. Le consensus de Washington avait été bénéfique à de nombreux pays, mais un nouveau consensus se dégagait à Genève pour intégrer ceux qui avaient été marginalisés et veiller à ce que le commerce ne soit pas considéré comme une fin en soi, mais comme un moyen d'améliorer la qualité de vie de tous. On prenait de plus en plus conscience que trop d'État ou de trop de marché aboutissait à un déséquilibre et qu'il fallait concilier étroitement les deux.

28. Les objectifs fixés à l'occasion des conférences sur le développement tenues dans les années 90 n'avaient pas été atteints, mais les nouveaux objectifs définis dans le Plan d'action de Bangkok pouvaient l'être. Il fallait donner des moyens d'action aux pauvres et aux vulnérables; les pays riches devaient accepter que les malheurs de quelques-uns engageaient la responsabilité de tous tandis que les pays pauvres devaient prendre des mesures pour améliorer la gouvernance, accroître la transparence et renforcer la démocratie. La société civile et le secteur privé devaient être associés à cet effort commun.

29. La préparation de la troisième Conférence sur les PMA avait commencé et l'idée d'obtenir des résultats concrets avant sa tenue était séduisante. Les propositions visant à améliorer l'accès des PMA aux marchés étaient encourageantes, mais les problèmes de ces pays exigeaient une solution globale. La Conférence devrait s'efforcer d'aboutir à des conclusions concrètes et pragmatiques afin d'aider les PMA à participer pleinement à l'économie mondiale.

30. Le représentant de la **Croatie**, s'exprimant au nom du **Groupe D**, a dit que le Plan d'action adopté par la Conférence à sa dixième session tenait dûment compte, pour la première fois, des intérêts des pays en transition. Il fallait espérer que le Plan d'action serait bien appliqué, notamment les dispositions du paragraphe 166.

31. Le représentant de la **Jamaïque**, s'exprimant au nom du **Groupe latino-américain et caraïbe**, a souligné l'importance que son groupe accordait au rôle essentiel que la CNUCED jouait en tant qu'organe des Nations Unies chargé d'étudier les questions interdépendantes

relatives au commerce, aux ressources financières, à l'investissement, à la technologie et au développement dans l'optique du développement. L'organisation jouait un rôle d'autant plus pertinent que la mondialisation suscitait maintes incertitudes et appréhensions, de nombreux pays en développement s'inquiétant de ne pouvoir tirer parti des débouchés offerts ou lutter efficacement contre les menaces qui en découlaient. La crise financière survenue récemment et l'échec de Seattle avaient mis en lumière le caractère complexe du processus de mondialisation et démontré qu'il était essentiel pour les pays en développement d'en comprendre les incidences.

32. Concernant le Plan d'action de Bangkok, le Groupe latino-américain et caraïbe accordait une importance considérable au renforcement des capacités et à l'amélioration de la compétitivité en vue de tirer parti des débouchés offerts par l'économie mondiale. Le Plan d'action, notamment les dispositions importantes figurant au paragraphe 166, devrait être appliqué avec l'urgence qu'il méritait.

33. Aux yeux du Groupe latino-américain et caraïbe, la question de la coopération régionale et l'examen par le Conseil de la crise et du redressement sur les marchés émergents revêtaient une importance particulière. Concernant le calendrier des sessions de la Conférence et le cycle budgétaire de l'ONU, il serait important de veiller à ce que les décisions adoptées lors de ces sessions apparaissent le plus rapidement possible dans le budget-programme.

34. Le représentant de la **République de Corée** a dit que la CNUCED disposait d'un avantage comparatif certain dans l'étude des questions commerciales et des problèmes de développement liés aux PMA, et devrait continuer d'y consacrer ses ressources et ses efforts. La CNUCED devrait aussi susciter des débats plus intenses sur la manière dont les pays en développement devraient poursuivre la mise en œuvre de réformes favorables au marché, ces pays ne disposant pas de ressources suffisantes pour mener des recherches sur les pratiques optimales et les mettre en œuvre. Dans le domaine de la coopération technique, la CNUCED devrait mettre l'accent sur les activités répondant aux besoins particuliers des pays en développement dotés d'une économie structurellement faible et vulnérable.

35. La République de Corée souscrivait à la création de l'organe consultatif évoqué au paragraphe 166 du Plan d'action de Bangkok tout en soulignant l'importance d'éviter tout double emploi avec le secrétariat. Concernant le calendrier des sessions de la Conférence et le budget-programme de l'ONU, il serait souhaitable de disposer au plus tôt d'informations plus détaillées.

36. La République de Corée avait élargi l'accès des pays les moins avancés à son marché et avait mis en œuvre des programmes de formation au commerce international à l'intention de fonctionnaires de pays en développement. Elle avait accru son APD aux PMA et avait versé une contribution à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance de la Banque mondiale. Elle demeurait résolument engagée en faveur du développement.

-----